


AFRICAN UNION		UNION AFRICAINE
الاتحاد الأفريقي		UNIÃO AFRICANA
Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Tel 251-11-5517700 Fax. 251-11-5517844		

MISSION D'OBSERVATION DE L'UNION AFRICAINE
POUR LES ELECTIONS LEGISLATIVES ET MUNICIPALES
DU 23 NOVEMBRE 2013
EN REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

DECLARATION PRELIMINAIRE

I. INTRODUCTION

1. Suite à l'invitation du Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, la Présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), **Son Excellence Madame Nkosazana Dlamini Zuma** a dépêché une Mission d'Observation dans le cadre des élections législatives et municipales du 23 novembre 2013.
2. Conduite par **Son Excellence Monsieur Ahmed Ouyahia**, ancien Premier Ministre de la République Algérienne Démocratique et Populaire, la Mission d'Observation Electorale de l'Union Africaine comprend 32 observateurs. Elle est composée d'Ambassadeurs auprès de l'Union Africaine à Addis Abeba, de parlementaires panafricains, de responsables d'organes de gestion des élections et de membres d'organisations de la société civile. Ces observateurs viennent de 16 pays, à savoir République Algérienne Démocratique et Populaire, République du Bénin, Burkina Faso, République du Cameroun, République des Comores, République de Côte d'Ivoire, République du Gabon, République de Guinée, République du Mali, République du Nigéria, République Démocratique du Congo, République Arabe Saharouie Démocratique, République du Sénégal, République de Somalie, République Togolaise et République de Tunisie.
3. La Mission a reçu l'appui technique et logistique d'experts de la Commission de l'Union Africaine, du Parlement Panafricain et de l'Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA).
4. Ayant pour mandat l'observation de ces élections législatives et municipales, la Mission a fait son évaluation conformément aux dispositions pertinentes de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance de 2012, de la Déclaration de l'OUA/UA sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique de 2002, des directives de l'Union Africaine pour les missions d'observation et de suivi des élections de 2002, ainsi qu'au cadre juridique en vigueur pour l'organisation des élections législatives et municipales en République Islamique de Mauritanie.

5. La Mission a séjourné en Mauritanie à partir du 18 novembre 2013. Les constats et conclusions préliminaires contenus dans la présente Déclaration sont la résultante des entretiens de la Mission avec différents interlocuteurs locaux ainsi que du travail d'observation de la Mission, allant de la fin de la campagne jusqu'au dépouillement des voix. Cette déclaration sera suivie d'un rapport final plus exhaustif qui sera transmis aux autorités mauritaniennes compétentes.

II. OBJECTIF ET MÉTHODOLOGIE

6. L'évaluation objective, impartiale et indépendante de l'organisation et de la conduite des scrutins du 23 novembre 2013 est l'objectif que s'est fixée la Mission d'observation électorale de l'Union Africaine en Mauritanie. Afin d'atteindre cet objectif principal, et de se prononcer sur le caractère de ces élections législatives et municipales, la Mission a entrepris une série de démarches tout au long de son séjour en Mauritanie.
7. Conformément aux directives de l'Union Africaine pour les missions d'observation et de suivi des élections de 2002, la Mission a eu des entretiens avec les autorités nationales et les différents acteurs clés du processus électoral.
8. En prélude au déploiement, les observateurs ont pris part à une séance de briefing sur le contexte politique et électoral ainsi qu'à une séance d'orientation sur la pratique de l'observation électorale.
9. En vue de comprendre les spécificités du contexte régional et d'évaluer le niveau de préparation des élections sur l'ensemble du territoire, 14 équipes d'observateurs ont été déployées du 21 au 24 novembre 2013 dans les 13 wilayas (régions) du pays à savoir, Nouakchott, Trarza, Inchiri, Nouadhibou, Brakna, Gorgol, Assaba, Guidimakha, Hodh El Gharbi, Hodh Ech Chargui, Tagant, Adrar et Zemmour. Les observateurs de la Mission de l'UA ont échangé avec différents acteurs régionaux et locaux dans leur aire de déploiement. Certaines de ces équipes ont observé la fin de la campagne électorale.
10. Au lendemain du déploiement de ses équipes d'observateurs la Mission a observé le vote des militaires le 22 novembre 2013. Le jour des scrutins du 23 novembre 2013, les observateurs de l'Union Africaine ont observé les opérations de vote et ont suivi le dépouillement. Les voix des militaires et celles des civils ont été dépouillées simultanément le 23 novembre 2013.

III. Environnement pré-électoral

A. Contexte politique

11. Les élections notamment législatives auraient dues se dérouler en 2011. Cependant, les divergences apparues ont différé l'organisation de ces élections. Certains partis de l'opposition reprochent aux autorités mauritaniennes le non respect des accords de Dakar de 2008 notamment en ce qui concerne un dialogue inclusif.

12. De leur côté, les autorités mauritaniennes soulignent avoir déployé des efforts pour l'organisation d'un dialogue national autour de la préparation des élections.
13. Un dialogue politique a pu se tenir au 4^{ème} trimestre de l'an 2011 entre les autorités mauritaniennes et une partie de la classe politique. D'autres partis de l'opposition ont décidé de ne pas y prendre part. Ce dialogue a débouché sur un consensus portant sur des mesures mises en place depuis lors dont notamment:
- a) Le renforcement des attributions de la CENI, désormais seule autorité indépendante responsable de l'organisation des élections depuis la confection de la liste électorale jusqu'à la proclamation des résultats;
 - b) La mise sur pied d'un observatoire national pour la surveillance des élections;
 - c) L'augmentation du nombre des sièges à l'Assemblée Nationale ainsi que l'introduction d'une part de proportionnelle.
14. Dans un souci de rallier les partis politiques qui n'ont pas pris part au dialogue, un nouveau round a été organisé en septembre 2013. Il n'a malheureusement pas pu aboutir car:
- a) les partis qui n'avaient pas pris part au dialogue antérieur voulaient reprendre les discussions sur toutes les questions ainsi que le report du scrutin;
 - b) les partis de l'opposition dialoguiste qui avaient pris part au dialogue en 2011 considéraient, quant à eux, que les résultats déjà dégagés devraient être préservés et le cas échéant enrichis;
 - c) malheureusement, cette situation a abouti au boycott des élections du 23 novembre 2013 par les partis de la Coordination de l'Opposition Démocratique (COD).

B. Cadre juridique

15. La conduite des élections législatives et municipales en Mauritanie est régie par la Constitution du 20 juillet 1991 et ses amendements, et par une compilation d'ordonnances, lois organiques, lois, décrets et arrêtés.
16. Conformément au principe d'accès égal des femmes et des hommes aux fonctions électives, tel que défini en l'article 3 de la Constitution de la Mauritanie, la législation régissant les élections législatives et définissant un quota minimal de femmes à travers la présentation d'une liste nationale de candidates ainsi que la présentation par les partis politiques d'un nombre égal de femmes et d'hommes sur la liste nationale mixte. Dans le cadre des élections municipales, les partis politiques sont tenus d'accroître les chances des femmes à travers des positions éligibles. La Mission salue ces avancées visant à promouvoir la représentativité des femmes aux instances de prise de décision de la Mauritanie.

17. Au vu des textes légaux régissant la participation des Mauritaniens de l'étranger aux élections législatives, la Mission note également les efforts de la Mauritanie depuis 2009 en vue de reconnaître le droit de vote à cette catégorie de citoyens.

C. Administration électorale

18. La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), à travers son comité directeur de 7 membres, est l'institution chargée de l'organisation et de la supervision des élections et consultations référendaires en Mauritanie, responsabilité qui incombait par le passé au Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Ayant en charge l'organisation des élections législatives et municipales, de la validation du fichier électoral à la proclamation définitive des résultats, cette institution, désormais permanente, est constituée de membres nommés sur proposition de la majorité et l'opposition. Les partis qui ont prôné le boycott des élections n'ont pas proposé de membres à la CENI.

D. Campagne électorale

19. Les partis politiques en lice ont battu campagne pour les élections législatives et municipales du 8 au 21 novembre 2013.
20. Au vu de ses observations, la Mission note que les candidats et les partis politiques ont battu campagne dans le calme et la convivialité. La campagne a pris des allures de fête dans la majeure partie du territoire national. Aucun incident majeur n'a été relevé par la Mission.
21. La Mission a noté que les partis membres de la COD ont prôné un boycott actif de ces élections sans porter atteinte au bon déroulement de la campagne électorale.

E. Liste de candidats

22. Pour les législatives, 437 sur les 440 listes enregistrées par la CENI ont été validées par ses Antennes Régionales et Locales conformément à la loi organique n°2012-029 du 12 avril 2012. 1102 listes de candidats aux élections municipales présentées par 46 partis politiques et 4 coalitions de partis ont été également validées par la CENI.
23. La Mission note que le droit de se présenter aux élections législatives et municipales n'est reconnu qu'aux personnes appartenant à un parti ou groupement politique légalement reconnu.
24. Dans le cadre de l'élection de l'Assemblée Nationale, la Mission se réjouit de l'établissement d'une liste nationale, exclusivement réservée aux femmes, qui résulte de la conjugaison du plaidoyer des organisations des femmes et du dialogue politique en Mauritanie. Cette mesure, visant l'attribution de 20 sièges aux femmes, est une étape supplémentaire pour la Mauritanie qui a ainsi atteint un taux de représentation des femmes de 20 pour cent inférieur aux normes continentales et internationales.

IV. OBSERVATIONS DES SCRUTINS ET DU DEPOUILLEMENT

25. **1.189.105** citoyens mauritaniens étaient conviés à élire de nouveaux députés et maires dans 2.969 bureaux de vote.
26. En prélude au vote des civils, les forces de sécurité ont exercé leur droit de vote le 22 novembre 2013 sur l'ensemble du territoire national. La Mission a été informée de la tenue du vote des Mauritaniens de l'étranger dans 6 pays. Elle note que cette mesure spéciale offre l'opportunité à ces deux groupes de participer aux choix des membres de la classe dirigeante de ce pays.

A. Localisation des bureaux de vote et accessibilité

27. Les bureaux de vote étaient pour la plupart installés dans l'enceinte des établissements scolaires.
28. En général, les bureaux étaient proches pour les électeurs qui y sont inscrits.

B. Ouverture des bureaux de vote

29. La majorité des bureaux de vote visités par les équipes d'observateurs de la Mission de l'UA ont ouvert à 7 heures, heure officielle d'ouverture des bureaux de vote.
30. Cependant, des retards variant de deux minutes à une heure de temps et dus à l'arrivée tardive du personnel et du matériel, ont été relevés dans certains bureaux de vote visités par la Mission. Ces retards n'ont toutefois pas eu d'incidence sur les opérations de vote.

C. Matériel électoral

31. Le matériel était, dans la plupart des cas, disponible en quantité suffisante. Cependant, le manque de lampes dans certains bureaux de vote visités a été constaté par les observateurs de la Mission de l'UA, ce qui a retardé le déroulement du dépouillement après la fermeture des bureaux de vote. De même, le nombre d'isoloirs ainsi que le nombre d'urnes semblaient insuffisants par rapport à l'affluence des électeurs.
32. La Mission a noté les mesures prises par la CENI afin de s'assurer que les quatre bulletins de vote pour les quatre scrutins se distinguaient les uns des autres. Par ailleurs, une bande autocollante de la couleur correspondante du bulletin de vote était collée sur le côté avant de l'urne. Ces mesures permettaient aux électeurs de mettre le bulletin de vote dans l'urne correspondante. Néanmoins, les observateurs ont considéré que le nombre d'urnes étaient insuffisants au regard des dimensions et du format des bulletins de vote utilisés.

D. La liste électorale

33. La liste électorale était mise à disposition des témoins des partis.

- 34. Au niveau national la liste a pris en charge près de 80% des citoyens en âge de voter et elle était disponible sur le site de la CENI.
- 35. Au niveau des bureaux de vote, l'affichage de la liste électorale était parfois inexistant. Cependant, la liste était à la disposition des bureaux et des délégués des partis.
- 36. Les membres de la Mission ont parfois constaté que le nombre d'inscrits dans certains bureaux de vote était excessif.

E. Personnel électoral

- 37. Les membres des bureaux de vote, au nombre de trois, étaient présents dans la plupart des bureaux visités par la Mission à leurs postes de travail avant l'ouverture des bureaux de vote.
- 38. Les observateurs de la Mission de l'UA ont également noté la manière efficace et l'esprit de dévouement avec lequel ces membres se sont acquittés de leurs tâches.

F. Participation électorale

- 39. La Mission a noté, dans la plupart des bureaux de vote visités, une grande affluence des électeurs dans la matinée du vote ainsi que vers la fin de la journée. Des files d'attente se dessinaient avant l'ouverture officielle des bureaux de vote visités par les observateurs de la Mission de l'UA.
- 40. Selon les indications préliminaires communiquées par la CENI, le taux de participation aux élections du 23 novembre 2013 serait supérieur à 60 pour cent des électeurs inscrits.

G. Participation des femme

- 41. La Mission a relevé une présence significative des femmes dans la plupart des bureaux de vote visités par ses observateurs dans les différentes wilayas. Les femmes étaient présentes, dans la majorité des cas, en qualité d'électeurs, d'assesseurs, et de déléguées des partis et des listes de candidats.

H. Procédures de vote

- 42. La Mission a noté que les urnes étaient correctement scellées dans la plupart des bureaux de vote visités par ses observateurs.
- 43. Les observateurs de la Mission de l'UA ont noté que les procédures de vote appliquées étaient conformes aux dispositions légales. Néanmoins, les observateurs ont constaté une lenteur dans le processus du vote qui a découlé de la tenue de 4 scrutins simultanés.

I. Délégués des partis politiques et des listes en compétition

44. La Mission a noté la présence permanente, dans tous les bureaux de vote visités, des délégués des partis et des listes de candidats en compétition. Malgré leur nombre significatif dans la plupart des cas, une atmosphère de collaboration et de convivialité a prévalu entre ces derniers durant la visite des observateurs de la Mission de l'UA, y compris durant les opérations de dépouillement.

J. Observateurs

45. Hormis la Mission d'observation de l'UA, d'autres missions d'observation internationale ont couvert les élections du 23 novembre 2013. En outre, le nouvel Observatoire National pour la Surveillance des Elections (ONSEL) a déployé 180 observateurs sous sa tutelle.

K. Sécurité

46. Les forces de sécurité étaient présentes au niveau de tous les centres et bureaux de vote visités par les observateurs de la Mission de l'UA.

L. Clôture du scrutin et dépouillement

47. Au regard de l'affluence des électeurs et du temps mis par eux pour accomplir leur devoir civique sur les quatre scrutins, la plupart des bureaux de vote visités ont prolongé, conformément à la législation en vigueur, le scrutin au profit des électeurs déjà présents sur place à 19 heures, heure légale de clôture.
48. Le dépouillement s'est déroulé dans des conditions complexes du fait d'un éclairage parfois insuffisant et du nombre de scrutins à dépouiller. Cependant, le dépouillement des voix s'est déroulé à la satisfaction des délégués des partis politiques présents dans les bureaux visités et d'une manière jugée régulière par les observateurs de la Mission de l'UA, là où ils ont observé.

M. RECOMMANDATIONS

Au Gouvernement

- La Mission exhorte le Gouvernement à engager les initiatives appropriées en vue d'une harmonisation des différents textes législatifs et réglementaires relatifs aux élections ;
- La Mission encourage le Gouvernement et les partis politiques en Mauritanie à relancer la concertation politique au-delà de ces élections ;
- La Mission encourage le Gouvernement à initier de nouvelles dispositions législatives pour améliorer davantage la représentation des femmes sur les listes électorales et la porter ainsi aux normes continentales et internationales.

A la CENI

La Mission recommande à la CENI :

- de prendre les dispositions appropriées pour améliorer le matériel électoral notamment par la confection de cartes d'électeurs durables; la mise en place des isolements pratiques, et l'utilisation des scellés conformes aux standards internationaux, et d'assurer la disponibilité de ce matériel en quantité suffisante ;
- de finaliser la nouvelle liste électorale ainsi que sa mise à disposition dans tous les bureaux de vote ;
- de veiller à faire acheminer à l'avance le matériel électoral aux bureaux de vote ;
- d'organiser des séminaires de formation du personnel des bureaux de vote pour un accomplissement plus efficace de leur mission ;
- de doter les membres des bureaux de vote ainsi que les délégués des partis politiques des signes distinctifs (badges, brassards, etc.) ;
- d'organiser, y compris par la voie des médias, des campagnes de sensibilisation au profit des électeurs pour leur faciliter la compréhension des opérations de vote y compris les horaires légaux y afférents ;
- de prendre les dispositions appropriées, à même de permettre aux délégués des partis de surveiller les urnes des votes des forces de sécurité dans leur lieu de dépôt, de la fin du scrutin jusqu'à leur dépouillement le lendemain.

A l'Observatoire Nationale pour la Surveillance des Elections

La Mission lui recommande :

- d'augmenter le nombre d'observateurs issus de la société civile qu'il mobilise lui-même ;
- et de veiller à la formation de ces observateurs en matière de renforcement de capacités.

Aux Partis politiques

- La Mission exhorte tous les partis politiques et candidats en lice à maintenir le calme et la sérénité en attente du second tour des législatives et des municipales ;
- La Mission encourage les partis politiques à privilégier les voies légales pour tout recours sur les résultats des scrutins du 23 novembre 2013 ;
- La Mission exhorte tous les partis politiques à prendre part aux efforts de relance de la concertation politique en vue de contribuer à toute

amélioration qui serait jugée utile au dispositif électoral de la République Islamique de Mauritanie qui, a déjà enregistré des progrès.

A la communauté internationale

- La Mission d'observation de l'UA appelle le reste de la communauté internationale à appuyer davantage la Mauritanie dans ses avancées démocratiques.

V. CONCLUSIONS

La Mission saisit cette occasion pour adresser, au nom de l'Union Africaine, ses chaleureuses félicitations au peuple de la République Islamique de la Mauritanie pour les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections législatives et municipales du 23 novembre 2013 et le progrès qu'il a ainsi accompli sur la voie de la consolidation de la démocratie.

La Mission saisit également cette occasion pour adresser ses remerciements aux autorités mauritaniennes pour les commodités et les facilités par lesquelles elles ont permis à la Mission d'accomplir son mandat à travers tout le territoire.

En dépit des quelques insuffisances relevées et partant des constats de ses équipes d'observateurs, la Mission d'observation électorale de l'Union Africaine conclut que les conditions réunies pour la tenue des élections législatives et municipales marquent des progrès notables réalisés par les autorités nationales et une partie de la classe politique sur la voie du renforcement de la transparence du système électoral en Mauritanie.

A cet égard, la Mission félicite la CENI pour le travail remarquable qu'elle a accompli dans le cadre de sa responsabilité exclusive sur le processus électoral.

Le scrutin du 23 novembre 2013 a été marqué par un calme dominant grâce au concours des acteurs politiques et de la société civile.

A cet égard, la Mission d'observation se félicite de la retenue adoptée par les partis de la Coordination de l'Opposition Démocratique qui ont prôné le boycott des élections.

La Mission juge le déroulement de ce scrutin globalement satisfaisant.

Fait à Nouakchott, le 26 novembre 2013

Pour la Mission,
Ahmed Ouyahia
Chef de Mission